



SÉRIE SWEDD: GUIDE DE BONNES PRATIQUES

L'ENGAGEMENT DES LEADERS RELIGIEUX ET TRADITIONNELS

Les recherches menant à ce Guide ont été dirigées par Johns Hopkins University et portent sur le projet SWEDD. Les informations guideront la mise en œuvre du SWEDD+



© UNFPA/Ollivier Girard

Le projet couvre des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

■ SWEDD (2015–2024) ■ SWEDD+ (2024–2028) ■ SWEDD & SWEDD+

Le rôle de la religion et de la tradition est crucial dans le processus de prise de décision dans la promotion de l'autonomisation des femmes et du dividende démographique au Sahel. Les croyances, les normes et les pratiques religieuses jouent un rôle important et complexe dans les choix et les comportements des individus et des communautés, notamment dans les pays du Sahel. Dès son entame en 2017, le projet SWEDD a trouvé impérieux de s'appuyer sur les leaders religieux et les chefs traditionnels des pays pour renforcer ou soutenir les arguments en faveur de la dignité humaine et de la liberté y compris sur l'égalité de genre.



BANQUE MONDIALE





Cette note documentaire vise à renseigner sur le processus de mise en œuvre, les pratiques prometteuses et les leçons apprises de l'engagement des leaders religieux et traditionnels dans la promotion de l'autonomisation des femmes et du dividende démographique dans trois pays du projet SWEDD, à savoir : la Côte d'Ivoire, le Niger et le Tchad.

© UNFPA/Ollivier Girard

Les partenariats réussis entre les acteurs traditionnels et religieux comportent généralement une approche multidimensionnelle spécifique au contexte, et comprennent :

- 1 une phase de recrutement et/ou de cartographie de ces acteurs,
- 2 la formation et le renforcement des capacités par des voyages d'études,
- 3 l'élaboration et l'adoption de documents de plaidoyer et de communication pour le changement social et comportemental (CCSC).

Échantillon : Responsables d'Unité de Gestion du Projet (UGP)-SWEDD, personnel d'Organisations Non-Gouvernementale (ONG), Chefs religieux et traditionnels, et représentants de certains ministères dans 3 pays du SWEDD : la Côte d'Ivoire, le Niger et le Tchad

Sources principales de données :

- ⦿ **Revue documentaire :** Rapports d'activités, notes des réunions ; Cartographie des chefs religieux et traditionnels existants dans le pays ; Termes de Références des activités des ONG
- ⦿ **Entretiens individuels semi-structurés avec des informateurs clés :** Responsables UGP-SWEDD ; Personnel ONG ; Chefs religieux et traditionnels ; Représentants de certains ministères

Méthodologie de collecte : Enquête qualitative avec guide d'entretien et outils de collecte, avec enregistrement audio et prise de notes

Méthodologie d'analyse : Triangulation des informations (transcription verbatim, notes et documents, etc.)

Date : Février- Mars 2023

Voir les annexes ci-jointes pour plus de détails sur la méthodologie et l'échantillonnage.

CARTOGRAPHIE ET/OU RECRUTEMENT DES LEADERS RELIGIEUX ET CHEFS TRADITIONNELS

L'influence des leaders religieux et des chefs traditionnels sur la promotion de l'autonomisation des femmes et du dividende démographique dépend principalement de l'étendue de leurs champs sociologiques d'action et de l'efficacité de l'organisation de leurs réseaux d'influence. À l'entame de leurs activités, les UGP ont entrepris de cartographier les leaders religieux et les chefs traditionnels pour décrire la manière dont ils sont organisés et ainsi identifier l'étendue de leurs sphères d'influence.

Au Niger, en 2018 l'UGP a eu recours au ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, en charge des questions religieuses et de la chefferie traditionnelle, pour mettre en place le réseau de leaders religieux et traditionnels devant l'accompagner dans le cadre du projet SWEDD. À cet effet, celui-ci a écrit aux différentes associations religieuses musulmanes et chrétiennes afin de lui faire part des noms dont il choisira cinq. Pour le réseau de leaders traditionnels, le ministère a saisi l'Association de Chefs Traditionnels du Niger (ACTN) afin qu'il désigne directement les membres du réseau. L'objectif visé à travers la création de ce réseau est d'avoir des acteurs crédibles auprès de la population pouvant sensibiliser celle-ci.



ARSIP a été identifiée parce que c'est la seule organisation faitière qui regroupe toutes les associations religieuses au niveau de la Côte d'Ivoire et cette information a été confirmée au cours de notre enquête de base (analyse situationnelle). Aussi, il faut dire que l'ARSIP est bien constituée tant au niveau juridique qu'organisationnel. Elle traite des thématiques qui sont en lien avec celles du SWEDD. Donc, avec tous ces éléments présentés, nous avons signé une convention avec l'ARSIP et un cahier de charges pour accompagner les activités du Projet SWEDD.

Repondant, Cote d'Ivoire



© UNFPA/Ollivier Girard

Le recrutement des leaders religieux en Côte d'Ivoire s'est opéré à travers l'Alliance des Religieux contre le VIH/SIDA et les autres Pandémies en Côte d'Ivoire (ARSIP) après un processus de passation de marché fait selon la méthode de « l'entente directe ». La mission principale était d'assurer le suivi des engagements des leaders religieux et chefs coutumiers en matière de promotion de la santé sexuelle et reproductive ainsi que de l'autonomisation des filles et des femmes afin de soutenir la mise en œuvre du projet SWEDD en Côte d'Ivoire.



© UNFPA/Olivier Girard

Malgré son adhésion massive aux religions dites «révélées», la société tchadienne dans son ensemble reste très attachée à ses pratiques traditionnelles. L'initiation, l'excision, la scarification, etc. sont pratiquées dans la majorité des régions du pays. Soutenues par certaines autorités coutumières, traditionnelles et religieuses (qui se disent les garants(es) de la tradition), ces pratiques semblent de plus en plus ancrées dans les mœurs de certaines populations (...). Pour les combattre, il faut nécessairement impliquer ces mêmes autorités.

Répondant gouvernementale, Tchad

L'engagement des leaders traditionnels et religieux au Tchad a été le fait du Ministère du Plan, ministère de tutelle du projet SWEDD, à travers la Direction de la Population et du Développement Humain (DPDH). Ils sont impliqués dans les plaidoyers et les sensibilisations de masse lors des campagnes de communication pour le changement social et comportemental (CCSC), en collaboration avec l'UGP-SWEDD. La démarche la plus remarquable est celle de la réunion de toutes les associations, réseaux et entités confessionnelles sous une plateforme dénommée « plateforme inter-religieux du Tchad ».



LEÇON #1 : Conduire une cartographie rigoureuse de ces garants de traditions et de culture que sont les chefs religieux et traditionnels pour connaître leur niveau de structuration et de fonctionnement.

Cet exercice permet aux communautés religieuses et traditionnelles ainsi qu'à leurs leaders et chefs de s'exprimer sur les questions liées à la promotion de l'autonomisation des femmes et du dividende démographique en général, de la santé sexuelle et reproductive (SSR) et d'égalité des sexes. Cet exercice permet aussi d'identifier les leaders champions, et de faire aussi des recommandations en vue d'accroître l'acceptation et la promotion des droits sexuels et reproductifs par les chefs religieux et traditionnels des pays cibles du SWEDD.

Cependant, le processus de cartographie et d'implication des chefs religieux et traditionnels dans les activités du SWEDD varie d'un pays à l'autre. Si les UGPs du Niger et du Tchad se sont appuyés sur des ministères de tutelles, celle de la Côte d'Ivoire a opéré par un processus de passation de marché faite selon la méthode de « l'entente directe ». Mais aucun des processus n'est apparu comme étant meilleur par rapport aux autres. En tout état de cause, l'identification, la nomination et le soutien de champions religieux par pays fut un fait notoire. En outre, les groupes

communautaires religieux de femmes ont démontré leur capacité à accroître la sensibilisation, la compréhension et l'adoption des services de SSR au Niger.

Mais leur nombre est encore insuffisant et suggère, pour tous les pays SWEDD, une bonne connaissance par une cartographie rigoureuse de ces acteurs clés. Cela démarre par la recherche pour gagner une meilleure compréhension du paysage politico-culturel-religieux affectant l'adoption des activités de SSR, ainsi que des objectifs du projet en général dans les zones d'interventions des pays. Cela devrait être suivi par l'identification, la nomination et le soutien de champions religieux dans chaque pays. Ensuite, une identification des connaissances et des besoins de ces acteurs au regard des objectifs et des attentes du projet SWEDD s'impose.

PHASE **2** ORIENTATION ET FORMATION DES LEADERS RELIGIEUX ET CHEFS TRADITIONNELS

Les organisations confessionnelles forment une tapisserie vaste et complexe, avec des mandats, des missions, des compétences, des services et des modalités de travail divers, allant de l'action en faveur du SSR et à l'autonomisation des femmes et des jeunes à l'action contre celles-ci. En même temps, il existe de nombreuses contrevérités dans tous les pays. Elles sont basées sur des informations incorrectes et/ou des interprétations incorrectes concernant la foi et les services de SSR. Certains acteurs religieux considèrent que les groupes laïques cherchent à imposer des valeurs «occidentales» plus récentes que les traditions développées au fil des siècles (Adedini et al., 2015). La méfiance est fréquente, de même que la crainte d'être manipulé pour faire avancer des objectifs étrangers plutôt que d'être respecté en tant que partenaire égal pour faire avancer les meilleurs intérêts de la communauté (Marshall, 2015). D'autres problèmes qui se posent souvent avec des groupes confessionnels et traditionnels sont: des désaccords sur les méthodes contraceptives «acceptables» ; la participation et représentation égale des femmes et des jeunes ; et, l'évitement des questions liées à la sexualité des adolescents, en particulier chez les jeunes non mariés. Les orientations et formations des leaders religieux et chefs traditionnels ont permis de les amener à mieux jouer leur rôle d'agents, vecteurs de changement.



© UNFPA/Ollivier Girard

Dans tous les pays, de nombreuses idées fausses circulent sur la foi, les services de santé sexuelle et reproductive et l'autonomisation des femmes. Dans ce contexte, l'orientation et la formation des chefs religieux et des chefs traditionnels les ont aidés à mieux jouer leur rôle d'agents et de vecteurs de changement.



Photo de famille prise lors de la formation de leaders religieux en Égypte

En avril 2018, l'Université Al Azhar en Égypte a accueilli durant 10 jours la formation des leaders religieux musulmans des pays bénéficiaires du projet SWEDD sur des thématiques touchant à la santé sexuelle de la fille et à son autonomisation. Cette formation était sous forme de conférences, des échanges de livres, sur plusieurs questions dont le dividende démographique, le mariage d'enfants, la planification familiale, etc.

Lors de la formation en Égypte, ils ont suggéré d'établir une feuille de route pour leur organisation. Pour ce faire, ils ont organisé un autre voyage, du 7 au 10 mai 2018, vers cette fois-ci la Mauritanie que le projet SWEDD a financé. C'est dans ce pays qu'ils ont élaboré leur plan d'action qu'ils ont soumis au retour aux ministères en charge de l'Intérieur et de la Population et au projet SWEDD. Une autre formation a encore eu lieu en Mauritanie du 12 au 15 février 2019. L'atelier a porté sur le renforcement des capacités des leaders religieux musulmans des pays membres du projet SWEDD sur plusieurs thématiques. Nous citons : la lutte contre le mariage d'enfants, la promotion de l'éducation des filles, l'autonomisation des femmes et l'espacement des naissances. Après ces formations régionales, les différentes délégations ont adopté différentes approches pour le suivi des leçons apprises une fois de retour dans leur pays respectif.

Avant de rentrer au pays, les leaders religieux du Niger se sont organisés en comité afin de mieux structurer leurs futures interventions. Ainsi, le point focal au niveau du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation fut désigné président. Les deux femmes de la délégation ont été chargées des questions des femmes en islam (la place de la femme en islam, la planification familiale en islam). Les universitaires furent quant à eux, chargés de proposer des modules de formation. C'est dans ce cadre qu'ils ont produit un document qu'ils ont tous signé et soumis au ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation.



Formation des leaders champions religieux en SR/PF du 29 Avril au 03 Mai 2019 à Boundiali
Source : Rapport d'activités SWEDD Côte d'Ivoire

Pour ce qui est des leaders traditionnels du Niger, le Projet SWEDD leur a organisé deux formations respectivement à Maradi et à Dosso. Ces formations ont permis de renforcer les capacités des chefs traditionnels sur des thématiques du Projet SWEDD en améliorant leur niveau de compréhension des questions de population et de développement en vue de la capture du dividende démographique.

Les autres objectifs ont été, entre autres, de faire connaître aux leaders les principaux concepts sur le

dividende démographique, de les amener à s'engager vers des actions concrètes en faveur des questions de population et de développement, et d'élaborer une ébauche de plan d'actions. Ce dernier sera mis en œuvre par l'Association des Chefs Traditionnels du Niger (ACTN) dans le cadre d'un partenariat avec le projet SWEDD. Il vise à réaliser ainsi un changement social et comportemental des populations, notamment celles vivant en milieu rural. C'est à la sortie de ces différentes formations que l'ACTN, avec la participation du ministère de la Population, a rédigé un plan d'action dont le coût global s'élève à 150 millions de francs CFA. Toutefois, ce plan n'est pas encore financé par le projet SWEDD.

De leurs côtés aussi, les leaders religieux ont initié des formations de renforcement de capacités auprès de leurs pairs. Ces activités étaient des initiatives personnelles des organisateurs, sans nécessairement l'appui des partenaires du SWEDD, d'où la difficulté de les dénombrer. Toutefois, parmi celles-ci, on note celle organisée en septembre 2021, à Niamey. Il s'agissait d'un atelier sur l'engagement des leaders religieux et communautaires dans la promotion de la scolarisation des filles et la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG). Au total, huit leaders ont été présents à cet atelier, dont six musulmans et deux chrétiens. À la fin de l'atelier, les participants ont signé une déclaration d'engagement dans la scolarisation de la jeune fille et la lutte contre les VBG.



© UNFPA/Ollivier Girard

Ces leaders religieux et traditionnels utilisent plusieurs canaux tantôt pour partager leurs expériences avec leurs pairs, tantôt pour mettre en application les idées reçues lors de ces formations. Ainsi, les leaders religieux animent des ateliers de partage d'expériences avec leurs pairs et leurs étudiants, sur les thèmes couvrant l'hygiène menstruelle, le mariage des enfants, l'autonomisation de la femme, le plaidoyer auprès des grands leaders religieux. La participation aux rencontres et à ces initiatives leur a valu l'obtention de plusieurs distinctions.

Une autre leader religieuse a enregistré des progrès sur la base de ces enseignements dans son école Coranique à Maradi en réussissant à faire discuter des étudiantes sur les thématiques du projet SWEDD. L'engagement des femmes par le biais de structures religieuses formelles et informelles s'est avéré efficace pour accroître l'acceptation du planning familial (Adedini et al., 2015 ; Worlds Faith Development Dialogue, 2017).

“.....
On sensibilise les femmes. On leur enseigne la religion. Et on profite pour les sensibiliser avec des versets Coraniques et des hadiths là où elles vont bien comprendre que l'islam n'est pas fait pour souffrir.

Leader religieux, Niger



© UNFPA/Ollivier Girard

Un chef de canton dans la région de Maradi a entrepris plusieurs initiatives auprès de ses administrés. Ainsi, sur la scolarisation des jeunes filles, il a initié un programme consistant à réinscrire de façon volontaire toute fille ayant abandonné l'école en classe d'examen. Il nous a expliqué que :



En 2020, on a ramené 113 filles, toutes les filles volontaires qui voulaient retourner à l'école ont été réinscrites. Et en 2021, nous avons ramené 163 filles sur le banc de l'école. Ces filles ont profité de tout. Et ça c'est le seul programme au Niger de la sorte.

Leader traditionnel, Niger



© UNFPA/Ollivier Girard



La formation des leaders religieux et traditionnels de la Côte d'Ivoire était dans l'agenda du projet SWEDD. À cet effet, les sessions de formation étaient organisées selon les besoins exprimés mais surtout en lien avec les thématiques du SWEDD.

Dès l'entame du projet, une session de formation a été organisée à Yamoussoukro avec l'ensemble des leaders-champions religieux identifiés au cours de la cartographie des acteurs sur les thématiques du SWEDD dont la promotion de la SSR. À la suite de cette session de formation, les nouveaux formateurs en SSR ont animé à leur tour des formations en cascade au profit de leurs pairs leaders religieux et chefs traditionnels dans les régions concernées par le projet. Pour cela, le manuel de formation a été révisé et les messages et approches ont été uniformisés avec l'appui et la supervision de l'UGP. La Directrice Exécutive de l'ARSIP nous a expliqué leur approche : « *Le projet intervenait dans 5 régions, et on sait que nos champions ne pouvaient pas couvrir toute la zone. Alors, pour que le message soit entendu au dernier kilomètre, notre stratégie a été de former en cascade les guides religieux et chefs traditionnels. Les contenus des formations ont été mis à jour pour être en adéquation avec les objectifs du projet SWEDD. Et cette révision du manuel de formation a été faite avec l'appui et la supervision de l'UGP* » (Répondant de ARSIP). En plus elle a noté : « *Nous disposons d'un manuel de formation où nous avons nos messages et approches. Mais, avec le projet SWEDD, il était pertinent de le relire et faire des ajouts. Ce qui nous a permis d'avoir un outil bien conçu, uniformisant les messages et définissant la méthode de diffusion* ».



LEÇON #2 : Assurer une formation et/ou un renforcement de capacités des leaders traditionnels et religieux tant au niveau national que hors du pays.

Au cours de ces formations les objectifs et les missions du projet SWEDD leur sont présentés. Les leaders ont eu l'occasion de discuter de questions concernant la santé reproductive et l'autonomisation des femmes dans leur pays et dans le contexte de leur religion. Ils ont bénéficié de renforcement de leur capacité dans leur soutien des arguments en faveur de la dignité humaine et de la liberté, surtout concernant l'égalité de genre dans leurs pays.



LEÇON #3 : Favoriser des échanges d'expériences des chefs religieux et traditionnels avec ceux d'autres pays s'avèrent également très utiles.

Comme les interprétations de la plupart des traditions religieuses transcendent les frontières nationales, les visites d'échange, les conférences et d'autres formes d'apprentissage par les pairs ont été des facteurs de motivation importants. Les visites d'échange transfrontalières ont permis d'impliquer les communautés religieuses dans la promotion du planning familial, d'établir des liens utiles et de lancer des dialogues entre les chefs religieux, le gouvernement et la société civile.



LEÇON #4 : Relever les défis que certains leaders religieux et traditionnels rencontrent et qui entravent à une meilleure implication dans les activités du SWEDD.

Il existe de nombreuses contrevérités concernant la foi et les services de SSR. Certains acteurs traditionnels et religieux ont encore des idées préconçues, considérant souvent l'influence de la foi comme un obstacle à la SSR et à l'autonomisation des femmes et des jeunes. L'interdiction religieuse de la planification familiale existe dans certains endroits, en partie à cause de la propagation de ces contrevérités. En l'absence d'informations précises et sans reconnaissance des croyances traditionnelles, les chefs religieux peuvent s'opposer aux activités SSR, notamment le planning familial. Il est essentiel d'aider les chefs religieux à comprendre le fonctionnement de toutes les méthodes de contraception et les avantages sanitaires, sociaux et économiques qui y sont associés. Il est donc impératif que ces exemples de bonnes pratiques ou de matériels ayant fait leur preuve (à démontrer par une évaluation rigoureuse) soient promus.

PHASE

3

QUELQUES ACTIVITES DES LEADERS RELIGIEUX ET TRADITIONNELS

ÉLABORATION DE GUIDE, OU DE SUPPORT

Les leaders religieux des pays SWEDD ont reçu les informations justes et vraies par le canal des formations où ils ont acquis des connaissances appropriées sur la santé reproductive (SR)/la planification familiale (PF). Ensuite, ils ont ainsi pris activement part à l'élaboration, à la validation et à la diffusion de certains documents de politique entre leurs pairs pour disséminer les messages sur l'équité de genre et la SSR des jeunes et adolescents (es) en islam.

Au Niger, en étroite collaboration avec des forums interconfessionnels et les champions désignés en leur sein, l'UGP a élaboré et diffusé des ressources présentant des perspectives surtout islamiques afin de guider le dialogue avec les chefs religieux sur l'équité de genre, la famille et le mariage, la PF, les violences à l'égard des femmes et les droits fondamentaux de l'enfant. Spécifiquement deux ressources ont été réalisées :

- **Un argumentaire islamique sur l'équité de genre** dont l'objectif est de combattre les stéréotypes véhiculés par les conservateurs qui entravent les droits de la femme par méconnaissance du contenu du saint Coran. Dans cet argumentaire, plusieurs thèmes ont été abordés notamment les droits de la femme en islam, la PF, l'équité, etc.
- **Un Guide sur la SSR des jeunes et adolescents (es) et équité de genre en islam.** Il offre un cadre idéal pour la diffusion des principes de l'islam et des informations scientifiques sûres relatives à la santé sexuelle et reproductive en vue de sensibiliser les communautés musulmanes.

Ces ressources aident les religieux et les leaders chrétiens et islamiques à mieux promouvoir les avantages sanitaires et sociaux du planning familial dans le cadre de leurs services. Les forums interconfessionnels ont pris des mesures pour former les religieux à ces ressources afin d'élargir le soutien et d'assurer l'intégration du planning familial dans les activités régulières, les rassemblements publics et les événements, diffuser des déclarations de soutien à la radio, et améliorer le discours des médias sur le planning familial. Ces forums sont enregistrés auprès du gouvernement en tant qu'organisations autonomes promouvant le plaidoyer confessionnel en faveur du planning familial.

Les leaders religieux de la Côte d'Ivoire ont d'abord produit des outils de plaidoyer dénommés « *RAPID Religieux* » dans lesquels ils expliquent leur choix en faveur du terme de la « *procréation responsable* » au lieu de planification familiale. En effet, pour les religieux, le terme de procréation responsable est en parfaite adéquation avec l'éthique et la morale religieuse dont ils sont les garants. La procréation responsable au sens des religieux induit, par conséquent, leur refus de recourir aux méthodes abortives qui sont bien souvent utilisées dans des documents de planification familiale. Comme nous avait expliqué un Imam de la Côte d'Ivoire dans un entretien, « *Nous parlons de procréation responsable car nous faisons la promotion des méthodes réversibles auprès des jeunes et personnes qui sont mariées et non des méthodes irréversibles ou abortives. Aussi, pour les cibles jeunes qui ne sont pas en âge de se marier ou qui ne le sont pas encore, on parle d'abstinence. Notre approche est en adéquation avec les textes religieux* ». On trouve également dans les RAPID, l'engagement des religieux en faveur de la procréation responsable et les différents arguments qui militent en faveur de la procréation responsable.



LEÇON #5 : La création d'une base de données de ces guides et de ce matériel de communication et d'orientation est importante.

Il est impératif de mettre en place et promouvoir au niveau régional et au niveau du pays une banque de données sur ces documents guides et des supports de communication et de politiques élaborés par ces leaders religieux et traditionnels. Ils peuvent servir de modèle pour d'autres pays sahéliers. Il est alors important d'allouer suffisamment de temps, de budget, et des ressources humaines pour développer et documenter ces matériels. Aussi, une bonne analyse de ces documents s'impose, ainsi qu'une évaluation de leur pertinence et impact au sein des populations desservies.

ACTIVITES DE COMMUNICATION DE CHANGEMENT SOCIAL DE COMPORTEMENT

En effet, les campagnes médiatiques nationales de la communication pour le changement social de comportement (CCSC) menées par le projet SWEDD portent fondamentalement sur quatre thématiques. À savoir, la santé de la reproduction, la scolarisation des filles et leur maintien dans le système éducatif, le mariage d'enfants ainsi que l'autonomisation des femmes et des filles. Elles ont pour cible la population primaire composée des filles et adolescentes âgées de 10 à 19 ans et des femmes âgées de 19-49 ans et les populations secondaires qui sont des hommes âgés entre 15 et 59 ans.

En Côte d'Ivoire, reposant sur des principes directeurs, le rôle de l'ARSIP a été en adéquation avec les convictions de toutes les grandes confessions religieuses du pays. L'UGP-SWEDD apporte un appui technique et financier à l'ARSIP. Ce soutien lui permet de jouer un rôle de veille pour la mise en œuvre effective des engagements pris par les religieux en matière de promotion et repositionnement.

Les activités de CCSC sont organisées avec les fidèles. Pour les communautés musulmanes, les messages de sensibilisation sont diffusés pendant les prêches les vendredis, les cérémonies de célébration de mariage et de baptême. Ils sont également diffusés pendant les séances de counseling individuel ou



© UNFPA/Ollivier Girard

avec les couples pour impulser le changement social de comportement au niveau des communautés. Les mêmes créneaux de communication sont utilisés par la communauté chrétienne pour la promotion de la PF auprès des fidèles. L'expérience avec les chefs coutumiers semble plus difficile car les canaux de communication sont moins préétablis. Les cibles sont difficiles à atteindre, surtout les hommes.

Au Tchad, en 2017, l'UGP a réalisé une première campagne comprenant quatre séances de plaidoyers avec l'appui des « Champions » religieux et traditionnels à l'intention des leaders traditionnels et religieux de la province du Salamat. Les séances ont traité des questions liées à la Santé de Reproduction (SR), au mariage précoce et à l'autonomisation des femmes. L'UGP a aussi organisé deux émissions-débat télévisées avec l'appui des experts et des religieux sur l'avantage de l'espacement de naissance et l'importance du maintien des filles à l'école. Ceci, en vue d'augmenter le niveau des connaissances des communautés pour une large utilisation des méthodes contraceptives modernes dans le but de promouvoir le bien-être familial.



Lancement de la campagne nationale CCSC 2020
Source : rapport d'activité SWEDD Tchad

Avec l'appui des leaders traditionnels et religieux, la seconde campagne qui a eu lieu en 2020 à Am Timan (Province de Salamat) avait pour but de mettre en évidence les facteurs facilitants l'éducation des filles, ainsi que les faiblesses à corriger dans ce secteur. Cette campagne était une opportunité de recueillir des témoignages de femmes modèles en rapport avec l'éducation, le leadership et l'entreprenariat féminins tout en soulignant les défis auxquels d'autres femmes moins chanceuses font face dans ce domaine. Ce fut donc une opportunité idéale pour mettre en relief des stratégies innovatrices pour renforcer l'éducation des filles et le leadership féminin au niveau national, régional et communautaire.

À la fin de la campagne de communication de 2021, les activités de communication de masse, impliquant pleinement les leaders traditionnels et religieux, ont été organisées à travers les caravanes de communication dans les quatre anciennes provinces (Lac, Hadjer Lamis, Kanem et Salamat). La campagne Stronger Together 2022 a touché les quatre provinces du Sud (Chari-Baguirmi, Mayo Kebbé Est, Mayo Kebbi Ouest et la Tandjilé) et les activités médias au niveau national ainsi que les huit autres provinces d'intervention du projet (Lac, Kanem, Hadjer Lamis, Salamat, Batha, Ennedi Ouest, Wadi-Fira et Borkou).

Enfin, la Campagne Stronger Together 2022 a permis de réaliser des résultats notables dans tous les trois pays grâce aux interventions basées sur la combinaison de plusieurs approches de communication. La campagne a également utilisé plusieurs canaux ayant permis de toucher des leaders religieux, traditionnels et communautaires (environ 5989 rien qu'au Tchad) qui ont exprimé leur adhésion à la vision du SWEDD.



LEÇON #6 : Promouvoir l'engagement des chefs religieux et traditionnels dans les activités de CCSC du projet.

Ils sont souvent les personnalités les plus respectées de leur communauté, et jouent un rôle important dans la formation des attitudes, des opinions et des comportements, car leurs membres leur font confiance. Au niveau de la famille et de la communauté, ces leaders ont la capacité de sensibiliser et d'influencer les attitudes, les comportements et les pratiques. Ils peuvent façonner des valeurs sociales conformes aux enseignements religieux et culturelles en adéquation avec les valeurs d'équité et de genre, de droits humains, des femmes et des enfants. Mais il faut noter que les activités de CCSC étant transversales, plusieurs autres organisations gouvernementales ou non-gouvernementales sollicitent les mêmes chefs religieux et ou traditionnelles des certaines zones d'intervention du projet SWEDD. D'où l'importance d'identifier et de renseigner les activités spécifiques du SWEDD pour un meilleur suivi et évaluation.

PHASE

4

SUIVI-EVALUATION ET PERENNISATION DE L'IMPLICATION DE LEADERS RELIGIEUX ET CHEFS TRADITIONNELS

Il existe un nombre impressionnant et croissant de preuves et des niveaux élevés de pratiques ou d'engagement des chefs religieux et/ou traditionnels qui ont contribué à réduire certaines mauvaises attitudes ou des comportements néfastes. Cependant, il existe peu de recherches publiées évaluant l'efficacité de leurs activités (Marshall, 2015 ; Walsh et al., 2018). L'identification de ces genres d'implication des religieux et des traditionnels efficaces est essentiel. Les questions relatives au contenu et au choix des programmes de plaidoyer, ainsi que l'expérience limitée en matière de suivi et d'archivage de ces groupes confessionnels et traditionnels, font du suivi et de l'évaluation une préoccupation et un défi.

En effet, l'un des points faibles de l'engagement des leaders religieux et traditionnels est le manque de données pertinentes sur les prestations de ces leaders dans leur pays respectifs dans le cadre du projet SWEDD. Par exemple, les activités spécifiques de CCSC ont été mises en œuvre différemment dans chacun des pays. Et l'implication des chefs religieux et traditionnels a été un appui dans la déconstruction des perceptions, normes et traditions néfastes. Cependant, aucune donnée probante ne vient corroborer les dires de participants rencontrés.

Il est également nécessaire d'assurer la pérennisation de l'implication des leaders et chefs formés pour que leurs attitudes et communication avec les membres de leurs communautés continuent à renforcer ce qu'ils avaient appris pendant leurs formations. La principale lacune pour le succès est l'insuffisance des ressources pour les activités des chefs traditionnels et religieux pour les initiatives de soutien, de promotion de la SSR et l'autonomisation des femmes.

Globalement, les données qualitatives montrent que la grande influence des campagnes de CCSC sur les populations cibles est due en grande partie à l'engagement des leaders religieux et traditionnels. Cependant, les entretiens réalisés auprès de ces derniers révèlent que des efforts restent à fournir quant à leur implication effective. Ces leaders trouvent qu'ils ne sont impliqués que lors des campagnes nationales

L'implication des chefs religieux et traditionnels a été un appui dans la déconstruction des perceptions, normes et traditions néfastes.

© UNFPA/Ollivier Girard



de CCSC et qu'ils manquent de ressources pour poursuivre les activités de sensibilisation en temps réel. Certains peinent à s'appropriier les connaissances et informations sur les méthodes contraceptives et d'autres évoquent la difficulté de traduire fidèlement le contenu des thématiques SWEDD dans les langues locales.



LEÇON #7 : Développer des indicateurs de suivi et d'évaluation pour suivre, évaluer et documenter les activités des leaders religieux et traditionnels.

Une recherche rigoureuse s'impose pour ces activités des garants de la foi et de la culture qui visent à modifier les comportements. Ceci pour assurer une bonne compréhension préalable des mécanismes de la foi et/ou de la culture en tant qu'agent de changement de comportement. Elle est essentielle pour identifier les alternatives ou éléments qui pourront faire l'objet de suivi et d'évaluation du projet SWEDD (Kramer, 2010 ; World Faiths Development Dialogue, 2017). Par exemple, les informations suivantes, si elles pouvaient être collectées, seraient déjà un bon début :

- Détails sur les activités CCSC dont les chefs religieux et traditionnels font la promotion.
- Canaux de communication utilisés, tels que : 1) Sermon pendant les prières du vendredi midi ou pendant les messes du dimanche, 2) Counseling individuel, 3) Discussions avec de petits groupes, 4) Interventions dans les médias, 5) Participation aux campagnes organisées par les UGP.
- Les personnes touchées par les chefs religieux représentent-elles le groupe cible, par ex. hommes mariés à des femmes en âge de procréer ; les adolescents ?
- Approche « synchronisée » genre est-elle prise en compte ? Par exemple : Séances de conseil en couple ; ou séances avec des hommes et des femmes dans des groupes séparés avant de les réunir afin de partager les apprentissages et les réflexions ; séances de groupes de village impliquant des hommes et des femmes, et interventions avec les hommes et les femmes.



LEÇON #8 : Renforcer l'intégration des chefs religieux et traditionnels dans les activités du projet.

Un travail supplémentaire reste à fournir à cet égard. Il semble commencer avec la restructuration des bureaux des associations des chefs traditionnels et des plateformes interreligieuses. Les UGP doivent avoir pour mandat de s'assurer que les plans d'action et des indicateurs de suivi et de

performance de ces acteurs sont clairement définis et intégrés dans les activités du projet pays, avec à terme un soutien technique et financier de ces plans d'action. Les UGPs peuvent aussi donner l'appui à la formation de réseaux et coalitions. Mieux encore, ils peuvent établir des forums de collaboration stratégique pour faciliter la planification et la mise en œuvre d'activités conjointes et le partage des meilleures pratiques entre les pays.



LEÇON #9 : Établir un partenariat à long terme entre les chefs religieux et traditionnels et les UGPs.

Ce partenariat à long terme pourrait développer un terrain d'entente et de confiance renforcée pour mettre en œuvre des actions appropriées au niveau local. Ce type de partenariat pourrait avoir un énorme potentiel pour aider à mieux comprendre, documenter et diffuser les fondements socioculturels et religieux des croyances locales en faveur de la SSR. Ce partenariat pourrait également aider les chefs religieux locaux et les organisations confessionnelles à élaborer et à diffuser des guides de sermons et des documents fondés sur la théologie. Par exemple, du matériel de plaidoyer basé sur la théologie de plaidoyer et des guides religieux sur le planning familial, montrant comment les institutions religieuses soutiennent le planning familial, tout en reconnaissant les différences majeures et en mettant l'accent sur la santé, le développement, et le bien-être des communautés.

RÉSUMÉ DES LEÇONS CLÉS

Phase 1 : Cartographie et/ou recrutement	1	Conduire une cartographie rigoureuse de ces garants de traditions et de culture que sont les chefs religieux et traditionnels pour connaître leur niveau de structuration et de fonctionnement.
Phase 2 : Orientation et formation des leaders	2	Assurer une formation et/ou un renforcement de capacités des leaders traditionnels et religieux tant au niveau national que hors du pays.
	3	Favoriser des échanges d'expériences des chefs religieux et traditionnels avec ceux d'autres pays.
	4	Relever les défis que certains leaders religieux et traditionnels rencontrent et qui entravent à une meilleure implication dans les activités du SWEDD.
Phase 3 : L'élaboration et l'adoption de documents de plaidoyer et de communication	5	Mettre en place et promouvoir au niveau régional et au niveau pays, une banque de données sur ces documents guides et ou supports de communication, de politique.
	6	Promouvoir l'engagement des chefs religieux et traditionnels dans les activités de CCSC du projet.
Phase 4 : Le suivi- évaluation et pérennisation	7	Développer des indicateurs de suivi et d'évaluations pour suivre, évaluer et documenter les activités des leaders religieux et traditionnels.
	8	Renforcer l'intégration des chefs religieux et traditionnels dans les activités du projet.
	9	Établir un partenariat à long terme entre les chefs religieux et traditionnels et les UGPs.

ANNEXE 1 : La méthodologie et l'échantillonnage

I. Les sources de données

1 Les informations ont été recueillies à travers les interviews avec des informateurs clés de trois pays du SWEDD (la Côte d'Ivoire, le Niger, et le Tchad), et avec trois types d'informateurs clés : les responsables de cette activité au sein de l'UGP ; le personnel des ONG chargé de cette activité ; et les chefs religieux et communautaires mettant en œuvre cette activité. Parmi tous les pays SWEDD, ce sont ces trois pays qui ont choisi de documenter le processus de mise en œuvre de ce thème.

2 Nous avons procédé à une revue de la documentation pertinente existante, en mettant l'accent sur les rapports d'activités, notes des réunions, les termes de référence et tout autre document informant sur la mise en œuvre du projet et portant sur l'engagement des leaders religieux et traditionnels dans le cadre des activités du projet SWEDD dans le pays. Cette phase documentaire a été complétée par l'identification et la cartographie des chefs religieux et traditionnels existants dans le pays.

II. Les échantillons

L'échantillon total des informateurs au niveau des pays comprend : 5 représentants UGPs ; 2 représentants des ministères techniques d'appui, 2 représentants d'ONG de mise en œuvre, 10 leaders traditionnels, et 7 leaders religieux membres. Ces informateurs ne constituent pas un échantillon systématique, mais sont plutôt la représentation d'un échantillon de commodité et d'expériences plus accessibles à travers ces trois pays.

III. La méthodologie de collecte des données

Les répondants potentiels ont été identifiés en contactant les coordonnateurs des UGPs. Les coordonnateurs ont fourni une liste de répondants potentiels. Les informateurs ont été contactés directement par les facilitateurs/trices pour l'organisation des conversations. Les conversations ont eu lieu en face à face (ou virtuellement si le face à face n'était pas du tout possible) et ont été enregistrées par les facilitateurs/trices à l'aide d'appareils d'enregistrement personnels.

Les facilitateurs ont utilisé un guide de conversation - développé par le partenaire technique - pendant les conversations avec les informateurs. Le guide de conversation comprend une série de questions destinées à orienter la conversation. Un Guide de Formation a été créé pour la formation des facilitateurs/trices qui ont été formés à l'utilisation du guide de conversation avant leur première conversation.

IV. La méthodologie d'analyse

L'analyse des données a consisté à trianguler les résultats, y compris les analyses qualitatives et documentaires. Toutes les informations provenant des notes d'entretien et des résumés de réunion ont été analysées à l'aide d'une analyse thématique qualitative afin d'extraire, d'identifier et de structurer les principaux sujets. Les informations pertinentes étaient codées et organisées selon des thèmes prédéterminés liés aux objectifs de l'étude. Nous avons également résumé le contenu des documents relatifs aux partenariats des UGP avec les chefs religieux et traditionnels, et nous avons analysé les notes obtenues lors de notre collecte de données qualitatives. Les notes sont complétées par les déclarations des participants à ces entretiens. Le résumé global a servi de base à la création d'un « *outline* » pour le Guide de Bonne Pratique. Les notes des guides de conversation ont été utilisées pour compléter chaque section du Guide, lorsque cela était nécessaire.

ANNEXE 2 : Les informateurs clés enquêtés

Informateurs clés	Pays
2 représentants UGP ; 2 représentant ONG ; 2 Leaders traditionnels ; 2 Leaders religieux	Cote d'Ivoire
2 représentants UGP ; 1 représentant Ministère Intérieur, 1 représentant Ministère de la Santé et Population, 5 Leaders traditionnels ; 2 Leaders religieux	Niger
1 représentant UGP ; 3 Leaders traditionnels dont 1 représentante des femmes au-près du Sultan de Mani (Hadjer-Lamis) ; 3 Leaders religieux	Tchad

Bibliographie

Adedini SA, Babalola S, Ibeawuchi C, Omotoso O, Akiode A, Odeku M. 2018. Role of religious leaders in promoting contraceptive use in Nigeria: evidence from the Nigerian Urban Reproductive Health Initiative. *Glob Health Sci Pract.* 6(3):500-514. <https://doi.org/10.9745/GHSP-D-18-00135>.

Katherine Marshall. October 2015. World Faiths Development Dialogue. Religious engagement in family planning policies: Experience in six Muslim-majority countries. Oct 2015. <https://berkleycenter.georgetown.edu/publications/religious-engagement-in-family-planning-policies>. Accessed on 11 February 2023.

Kramer F. D. 2010. The role for public funding of faith-based organizations delivering behavioral health services: guideposts for monitoring and evaluation. *Am J Community Psychol* 46(3-4), 342–360. <https://doi.org/10.1007/s10464-010-9351-8>.

Walsh A, Matthews A, Manda-Taylor L, Brugha R, Mwale D, Phiri T, & Byrne E. 2018. The role of the traditional leader in implementing maternal, newborn and child health policy in Malawi. *Health Policy Plan* 33(8), 879–887. <https://doi.org/10.1093/heapol/czy059>.

World Faiths Development Dialogue. July 2017. Briefing: Building Consensus for Family Planning Among Senegal's Faith Communities. July 2017. https://berkleycenter.georgetown.edu/publications/building-consensus-for-family-planning-among-senegal-s-faith-communities/pdf_download/en. Accessed on 11 February 2023.

Ce Guide fait partie d'une série qui documente d'une manière rétrospective le processus de mise en œuvre des interventions du projet SWEDD, et décrit les bonnes pratiques, les défis et les leçons apprises. Le projet « Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel » (SWEDD) a été lancé en novembre 2015 avec le soutien financier de la Banque mondiale, et l'appui technique du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et de l'Organisation Ouest-Africaine pour la Santé (OOAS). Le SWEDD vise l'accélération de la transition démographique, le déclenchement du dividende démographique, et la réduction des inégalités du genre au Sahel. La motivation pour cette série est le fait que le SWEDD est devenu un cadre stratégique pour les décideurs politiques, les leaders d'opinion (chefs traditionnels et religieux, et autres leaders communautaires), et la communauté permettant de traiter ensemble des sujets considérés comme sensibles dans la région. C'est pourquoi il a été jugé nécessaire de partager les processus qui ont jalonné le projet. Cela inclut la description des expériences, les leçons apprises et les recommandations. Ces données probantes pourraient enrichir les programmes pour le SWEDD+ et également enrichir d'autres initiatives en matière d'égalité de genre et d'autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes.